



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Date de notification :

Exercice :

n°EJ :

Centre de coût :

Domaine fonctionnel :

Activité :

Tiers ID :

Montant HT :

Montant TTC :

N° marché :

**Cahier des clauses particulières - CCP - relatif à l'organisation
de l'édition 2025 des « journées européennes du patrimoine »
dans la région Grand Est**

Le présent contrat comporte 18 pages numérotées de 1 à **18**

Table des matières

ARTICLE 1 – LES COCONTRACTANTS	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ ET MODE DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 7 – UTILISATION DES RESULTATS.....	10
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 9 – PRIX.....	13
ARTICLE 10 – RÈGLEMENT	13
ARTICLE 11 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 12 – ASSURANCES.....	16
ARTICLE 13 – RÉSILIATION	16
ARTICLE 14 - LITIGES	16
ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	17

ARTICLE 1 – LES COCONTRACTANTS

1. 1. Le pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché est le ministère de la Culture, Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est, représenté par le Directeur régional des affaires culturelles par intérim, Monsieur Alexis NEVIASKI, agissant par délégation de Monsieur le Préfet de la région Grand Est.

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont :

- **représentants administratifs et financiers :**

M. Pascal DOLEGA, secrétaire général de la DRAC, tél : 03.88.15.57.21, courriel :

pascal.dolega@culture.gouv.fr

M. Mactar MBENGUE, responsable régional de la commande publique, tél : 03 88 15 57 28, courriel :

mactar.mbengue@culture.gouv.fr

- **représentants techniques chargés du suivi de la prestation et de la constatation du service fait :**

M. Vincent CASSAGNAUD, Directeur régional adjoint délégué chargé des patrimoines de la DRAC Grand Est ; n° de téléphone : 03 26 70 36 51. Courriel : vincent.cassagnaud@culture.gouv.fr

1.2. Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent : — aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

— à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

— à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

— à son adresse ou à son siège social ;

— à ses coordonnées bancaires ;

— aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'organisation de l'édition 2025 des « Journées européennes du patrimoine » qui auront lieu, sur le territoire de la région Grand Est.

L'édition 2025 des journées européennes du patrimoine aura lieu en principe les 20 et 21 septembre 2025.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ ET MODE DE CONSULTATION

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article R-2123-1 du code de la commande publique. La forme du marché est celle d'un marché unique.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES

4. 1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes (la présentation d'un sous-traitant, s'il y a lieu ; la mise au point, avenants...) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) paraphé, daté et signé ;
- la proposition technique et financière du titulaire datée et signée ;
- le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations proposé par le titulaire ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

L'exemplaire du contrat signé par les parties est conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

4.2 – Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

5.1 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification du présent contrat, et, prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations et des documents prévus par le marché. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification. Il peut être reconduit tacitement deux fois par période d'un an. A l'issue de la livraison du rapport final annuel, un bilan sera réalisé entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur afin de trouver des pistes d'amélioration, et de renouveler l'engagement des parties. Le titulaire devra s'engager par courrier, sur la base de ce bilan, à réunir ou maintenir les conditions favorables à la réussite du projet, notamment, concernant la disponibilité de chaque intervenant sur toute la durée de l'opération annuelle y compris pendant les vacances scolaires, le maintien des ressources humaines mises en place initialement.

La décision de non-reconduction fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant notifiée au titulaire 2 mois avant la date anniversaire de la prise d'effet.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

La durée totale du marché ne pourra excéder trois (3) ans.

5.2 – Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé à douze (12) mois à compter de la date de notification du marché, selon les dispositions du calendrier prévisionnel d'exécution du titulaire. En tout état de cause, le rapport final annuel doit être remis avant le 1er octobre 2025.

Si des difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations le justifiaient, les délais contractuels d'exécution des prestations pourraient être prolongés pour une durée qui sera appréciée par le pouvoir adjudicateur par avenant. Le titulaire devra en ce cas lui faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception motivant sa demande, avant l'expiration du délai contractuel, la cause qui met obstacle à l'exécution des prestations dans les limites de temps prévues.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Présentation de la prestation attendue

La prestation attendue porte sur l'organisation de l'édition 2025 des « Journées européennes du patrimoine » qui auront lieu, sur le territoire de la région Grand Est.

La prestation se découpera de la façon suivante :

- actualisation de la base de données régionale Grand Est des journées du Patrimoine,
- mise en forme d'un programme téléchargeable régional ou de tout autre document de présentation du programme à partir de l'agenda Grand Est de l'opération sur Openagenda,
- réalisation du bilan de l'opération (les Journées européennes du patrimoine).

Pour information, le programme de la manifestation, édition 2025, sera accessible sur le site internet de la DRAC Grand Est. <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est> et sur le site national de l'opération www.journeesdupatrimoine.culture.fr

6.2 – Contexte

Cette manifestation est mise en œuvre, sur le territoire du Grand Est, par la Direction régionale des affaires culturelles Grand Est – plus précisément par la Conservation régionale des monuments historiques pour le contenu et le service communication pour la valorisation et la diffusion - en lien étroit avec la Délégation à l'information et à la communication - Mission Manifestations nationales - du Ministère de la Culture et de la Communication, chargée de la coordination de l'opération au niveau national.

La manifestation « Les journées européennes du patrimoine » a pour vocation :

- d'éveiller l'intérêt du public pour le patrimoine du Grand Est au moyen d'une invitation à visiter les sites ouverts à cette occasion dans le Grand Est et de susciter, au-delà de cette opération ponctuelle, une fréquentation accrue des monuments publics et privés pendant le reste de l'année ;
- de montrer la richesse et la diversité du patrimoine dans son extension chronologique (de la préhistoire au XXème siècle) comme dans son contenu (sites archéologiques, petits édifices ruraux, patrimoine industriel et ethnologique, parcs et jardins, lieux de mémoire...) ;
- de faire connaître au plus grand nombre l'action des pouvoirs publics notamment du ministère de la Culture et de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est pour sauvegarder le patrimoine et le rendre accessible à tous ;
- de mettre en valeur le travail de ceux qui œuvrent quotidiennement pour restaurer le patrimoine ou diffuser les recherches dont il est l'objet (architectes, artisans, archéologues, documentalistes, associations...) ;
- d'animer le patrimoine à travers la mise en œuvre d'un thème spécifique choisi (Patrimoine durable)

Lors de l'édition 2024, environ 1800 sites participants et plus de 3 000 événements organisés ont été saisis sur la base de données.

Le temps de saisie d'un événement est en moyenne de 10 à 15 minutes.

6.3 – Prestations demandées pour la manifestation

6.3.1 - Réalisation de la base de données pour le programme régional en ligne et les outils destinés à l'information de la presse et du public

En préliminaire, il s'agit de :

- actualiser la base de données des participants sur fichier informatique et sur Openagenda, de l'enrichir des nouveaux participants en année N-1, puis lors de l'année en cours, de supprimer les doublons sur internet et d'actualiser les données sur cette plate-forme (coordonnées et géolocalisation),
- mettre en place une permanence téléphonique et une permanence par messagerie électronique pour renseigner le public et aider à la saisie sur internet. Le recours à plusieurs téléphones mobiles est préconisé avec un numéro de téléphonique spécifique, ainsi que la création d'une messagerie dédiée.

Ensuite, le titulaire doit :

1- contacter tous les sites participants lors de la dernière édition et susciter de nouvelles participations, en mettant en œuvre les opérations suivantes :

- lancement de l'appel à inscription par courriel à tout le fichier de contacts et transmission des informations relatives à la manifestation et du mode d'emploi relatif à la saisie en ligne sur le site internet dédié. La possibilité de s'inscrire par le biais d'un fichier informatique ou d'une fiche papier sera proposée en dernier recours ;
- relance électronique et téléphonique des sites susceptibles de participer. Cette opération pourra être rééditée à plusieurs reprises au cours des mois qui précèdent l'opération.

2- accompagner les participants dans la saisie en ligne des données relatives à l'événement et au site concerné, saisir, relire, corriger, enrichir – tant les descriptifs des événements que les fiches de site - et valider les données écrites et visuelles dans la base, conformément aux préconisations du Ministère de la Culture, ce qui permettra d'alimenter le site internet dédié à la manifestation, de réaliser de manière efficace et pertinente le programme régional de la manifestation et les outils de communication afférents (dossiers de presse, focus...) ;

Ce travail se fera en étroite collaboration avec la Conservation régionale des monuments historiques Grand Est qui pourra effectuer, notamment, une sélection des sites participants. Le service communication de la DRAC et la CRMH élaboreront les outils de communication destinés au public et à la presse (articles sur le site internet, communiqués et dossiers de presse régionaux, valorisation des sites présélectionnés auprès de la presse...), à partir de cette base de données.

6.3.2 - Gestion des opérations de promotion des sites participants

Relancer par courriel les participants inscrits aux Journées, aux fins d'une commande de supports de communication optimisée (affiches).

6.3.3 - Réalisation d'un programme internet régional et/ou de programmes internet départementaux

Élaboration d'un programme PDF ou calaméo, aux fins d'une mise en ligne sur le site internet de la DRAC Grand Est et sur le site national des Journées européennes du patrimoine. Il s'agira d'élaborer un programme illustré de photographies des sites participants, reprenant la charte graphique du ministère (logo, visuel, éditorial...).

Ce programme devra être réalisé à partir de la base de données openagenda, par département et pour l'ensemble de la région, pour une mise en ligne trois semaines avant la nouvelle édition des Journées européennes du patrimoine.

Deux hypothèses de programme seront préalablement proposées à la CRMH dès le mois de juin.

Les inscriptions seront prises en compte jusqu'à fin juillet dernier délai, afin de disposer du temps nécessaire à l'élaboration d'un programme pdf/calaméo et à sa mise en ligne le 29 août au plus tard.

6.3.4 - Réalisation du bilan de l'opération

Le titulaire a en charge l'élaboration d'un bilan quantitatif et qualitatif de l'opération (nombre d'événements, de sites participants, pour la région, par domaine d'activité, par type d'événement, par département...) qui devra être transmis à la CRMH de la DRAC Grand Est dans les quinze jours qui suivent la fin de la manifestation.

6.4 – Prestation à la charge de l'administration

L'administration a en charge d'assurer la formation du titulaire du marché sur la base de données du ministère de la Culture.

6.5 – Livrables

Phase 1 : une plateforme numérique (openagenda) présentant des événements attractifs grâce à des descriptifs et des photographies de qualité, tant pour les lieux que pour les événements organisés ;

Phase 2 : Un programme numérique dans un format permettant de le présenter en mode liseuse, présenté pour l'ensemble de la région et par département, ainsi que des listes et sélections d'événements (en lien avec l'Administration centrale et le service Communication de la DRAC Grand Est) ;

Phase 3 : Une photothèque et une base de contacts mise à jour et enrichies, et le rapport final.

6.5 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- le nombre et la qualité des interventions exécutées,
- la tenue du cahier d'intervention,
- la qualité des rapports d'interventions,

-la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique.

Les vérifications seront effectuées à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

6.6 – Coordination et contrôle

Ce projet sera encadré par :

Ministère de la culture

Direction régionale des affaires culturelles Grand Est

2, Place de la République

67082 Strasbourg cedex

Emilie SCIARDET, Conservatrice régionale des monuments historiques de la DRAC Grand Est

N° de téléphone : 03 87 56 41 00

Courriel : emilie.sciardet@culture.gouv.fr

6.7 – Documents à la disposition du prestataire :

Les services de la DRAC Grand Est mettront à la disposition du titulaire du présent marché les documents suivants :

- le rétroplanning des journées du patrimoine 2025
- le bilan de l'opération 2024
- la charte graphique des journées européennes du patrimoine 2025 (dès que disponible)

6.8 – Confidentialité

6.8.1. Obligation de confidentialité :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

6.8.2. Protection des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG-PI.

6.9 – Prestations similaires

La DRAC Grand Est se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires selon les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

6.10 – Développement durable

Le titulaire devra réaliser les prestations dans le respect des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air en vigueur.

ARTICLE 7 – UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats est soumise aux dispositions des articles 32 à 35 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le titulaire accorde au pouvoir adjudicateur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du pouvoir adjudicateur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Compte tenu de leur nature, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

ARTICLE 8 – PÉNALITÉS

Lorsque le titulaire du marché détecte une inexactitude, une incohérence ou une imprécision dans le cadre des informations, éléments et documents remis par la DRAC Grand Est, le titulaire du marché en informe la DRAC Grand Est. A défaut, le titulaire du marché ne pourra pas s'appuyer sur des imprécisions pour justifier des retards et/ou dégager sa responsabilité, en cas de non-conformité des prestations demandées par rapport aux spécifications mentionnées dans le présent CCP et aux délais d'exécution mentionnés dans sa proposition.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Si, du seul fait du titulaire, les délais d'exécution des prestations prévues dans le calendrier du titulaire sont dépassés, celui-ci encourt sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de l'article 14 du CCAG-PI, par la formule suivante, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI , le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-PI :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

ARTICLE 9 – PRIX

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire ferme la première année, puis révisable à la date d'anniversaire du marché, selon les dispositions de l'article 10.2.2 du CCAG-PI.

Les prix facturés sont ceux figurant dans le devis du titulaire accepté par l'acheteur.

Le prix comprend :

- la fourniture des prestations et des livrables ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- la cession de droits de propriété intellectuelle des contributions réalisées en exécution du présent marché ;
- tous les frais de déplacements et de séjour induits par la prestation, les dépenses relatives à la rémunération du personnel que le titulaire de la commande estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus.

L'Euro est la monnaie de compte du marché (les prix resteront inchangés en cas de variation du change).

Le montant du marché s'établit comme suit à la somme globale et forfaitaire de€ HT, ce qui compte tenu de l'incidence de la TVA aux taux de 20%, représente un montant deTTC, dont la décomposition figure au devis.

Révision des prix :

Le prix relatif à la rémunération du titulaire du présent marché est ferme la première année d'exécution du marché. À l'issue de cette période, il est révisable annuellement dans les conditions indiquées dans la proposition du titulaire.

En cas de hausse de la rémunération du titulaire excédant 4%, l'acheteur se réserve le droit, soit de limiter cette hausse à 4%, soit de résilier l'ensemble du marché sans indemnité par dérogation à l'article 38 du CCAG-PI et sous préavis de quinze (15) jours.

ARTICLE 10 – RÈGLEMENT

10.1. – Avance

10.1.1 – Avance forfaitaire obligatoire

L'avance forfaitaire sera versée selon les dispositions de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Dans ce cadre, le titulaire a droit à une avance forfaitaire, si le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf indication contraire figurant au présent contrat.

Son montant est, en prix de base, égal à 30% du montant initial du marché, si le délai N d'exécution ne dépasse pas 12 mois. Il est égal au produit de ces 30 % par $12/N$, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois. Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des prestations réalisées atteindra soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Une avance forfaitaire peut être versée sur leur demande aux sous-traitants, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code de la commande publique pour son versement.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 30 % du montant des prestations sous-traités, et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

10.1.2 – Avance forfaitaire non obligatoire

Selon les dispositions de l'article R2191-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a prévu d'accorder au titulaire, à sa demande, une avance forfaitaire non obligatoire lorsque le montant initial du marché est inférieur à 50 000 euros HT. Cette avance est calculée sur la base du montant du

marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Les conditions de calcul, de mandatement, et de remboursement de cette avance sont similaires à celles de l'avance forfaitaire obligatoire citées ci-avant.

10.2. – Facturation

Afin d'établir le service fait, un exemplaire de la facture sera transmis à Mme Alice Fey (alice.fey@culture.gouv.fr) pour visa avant transmission au portail CHORUS dédié.

La facture mensuelle sera établie et transmise par voie dématérialisée en quelques clics sur le portail dédié : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si vous optez pour la dématérialisation, vous devez indiquer à chaque saisie d'une facture :

le numéro d'engagement juridique (numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou sur les documents contractuels) le code du service exécutant : CGF0000051
67070 STRASBOURG CEDEX

Cette facture comprendra les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le nom et adresse du pouvoir adjudicateur
- l'objet, la date et référence du marché ;
- N°EJ CHORUS ;
- le détail des prestations exécutées (référence et quantité si nécessaire) ;
- le montant correspondant HT, le taux et le montant de la TVA et le montant TTC ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire), tels que précisées au présent contrat. En cas de modification d'établissement financier et/ou de n° de compte, le titulaire devra en avvertir le pouvoir adjudicateur au plus tôt et dans le délai de quinze jours par lettre simple ;
- la date d'établissement de la facture.

La facture sera obligatoirement accompagnée d'un rapport d'intervention et de tout autre objet ou document prévu par le marché.

10.3. – Paiement

Le titulaire recevra des paiements en contrepartie de l'exécution des prestations, après remise de la facture mensuelle, et validation par le pouvoir adjudicateur des documents prévus par le marché, selon l'état d'avancement des prestations.

Si du fait du titulaire du marché, il ne peut être procédé :

- à toutes les opérations nécessaires au paiement,
- ou si l'acceptation de la prestation n'est pas effective, le délai de paiement sera suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte. La facture sera adressée en retour au titulaire avec les motifs du rejet de la prestation. Une nouvelle facture à la date actualisée sera émise après acceptation des actions correctrices demandées.

Le délai global de paiement dont dispose la personne publique est fixé à trente jours à compter de la réception de la demande du titulaire accompagnée des justifications mentionnées ci-dessus par virement au compte du titulaire.

Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R2192-31 du code de la commande publique).

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais précités sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le sous-traitant direct du titulaire, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution, lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Les modalités de paiement du sous-traitant direct du titulaire sont celles prévues à l'article L 2193-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 – RÉILIATION

Si pour une raison quelconque, le titulaire du marché se trouve empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, la commande sera résiliée de plein droit, quinze jours après que le titulaire aura envoyé au pouvoir adjudicateur une lettre recommandée motivée avec demande d'avis de réception.

Le pouvoir adjudicateur se réserve les mêmes droits, et selon la même procédure, en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles. Les modalités de cette résiliation seront celles prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

ARTICLE 14 : LITIGES

Le règlement des différends ou litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire se fait dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige contentieux, l'autorité compétente sera le Tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Toutes les dispositions du CCAG-PI s'appliquent au présent marché, sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent CCP. L'article 4.1 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI

A STRASBOURG, le

Le titulaire,

(lu et approuvé)

N.B. : L'incompétence du signataire entraîne la nullité du marché.